

Que la journée d'hier, 18 février, devienne le Jour du déshéritement et que, de plus, les Canadiens prient ardemment pour que vienne l'occasion de rejeter les députés de l'autre côté de la Chambre dans les ténèbres politiques qu'ils ont tant méritées.

Mme le Président: Cette motion recueille-t-elle le consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LE RETARD DANS LE TRAITEMENT DES DEMANDES DE PRESTATIONS—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Madame le Président, j'aimerais proposer une motion en vertu des dispositions de l'article 43 du Règlement. Du fait de la politique d'austérité du gouvernement libéral, qui a fait monter les taux d'intérêt et rarefier l'argent, les chômeurs sont aujourd'hui plus d'un million et le nombre des demandeurs et des prestataires d'assurance-chômage a grimpé sensiblement. Étant donné qu'on n'a pas augmenté, ou si peu, le personnel chargé du traitement des réclamations d'assurance-chômage, les requérants dans beaucoup de régions du Canada se plaignent des longs délais dans l'examen de leurs réclamations. Je propose donc, appuyé par le député de Hamilton Mountain (M. Deans):

Qu'on ordonne au ministre de l'Emploi et de l'Immigration de prendre des mesures pour augmenter le personnel des bureaux d'assurance-chômage, afin que les requérants obtiennent rapidement les prestations auxquelles ils ont droit.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime pour cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

L'ÉCONOMIE

LA MODIFICATION DES PRIORITÉS DU GOUVERNEMENT—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Gordon Taylor (Bow River): Madame le Président, je demande à soulever une affaire urgente aux termes de l'article 43 du Règlement.

Tous les programmes que le gouvernement met en œuvre depuis les dernières élections contrarient les Canadiens. Par exemple, le système métrique leur a été imposé de force; le Programme énergétique national conduit à l'exode massif de millions de capitaux d'investissement, de machinerie et de compétences; la politique des taux d'intérêt élevés met en faillite les entreprises commerciales et agricoles; le budget détruit l'initiative et l'investissement et fait désespérer les agriculteurs et les hommes d'affaires de subvenir à leurs besoins et à ceux des leurs dans leur vieillesse; et il y a un

Article 43 du Règlement

million de chômeurs. Appuyé par le député de Red Deer (M. Towers), je propose donc:

Que les libéraux ne tardent pas à changer leurs priorités parce que les programmes qu'ils appliquent sont en train de démembrer le pays.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime pour la motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LES RESSOURCES NATURELLES

LA COMPÉTENCE EN MATIÈRE DE RESSOURCES AU LARGE DE LA CÔTE EST—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Howard Crosby (Halifax-Ouest): Madame le Président, j'invoque l'article 43 du Règlement au sujet d'une affaire urgente. En raison de l'intérêt manifesté à l'égard des travaux de prospection à la suite du naufrage de la plate-forme Ocean Ranger, on se rend compte à quel point il est injuste de la part du gouvernement d'imposer unilatéralement un délai arbitraire au règlement du litige fédéral-provincial en matière de compétences, provoquant ainsi une rancœur et des frictions accrues. Je propose donc, appuyé par le député de Fundy-Royal (M. Corbett):

Que la Chambre ordonne au premier ministre d'annuler le délai imposé pour le règlement du litige au sujet des ressources du littoral de l'Atlantique qui fait obstacle à des compromis raisonnables et de bonne foi durant les pourparlers, au détriment de toutes les parties intéressées et à un coût énorme pour les Canadiens.

Mme le Président: Cette motion obtient-elle le consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LES PARTIS POLITIQUES

LE TARIF DU PAS DU NID-DE-CORBEAU—LA POSITION DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Bill McKnight (Kindersley-Lloydminster): Madame le Président, j'invoque les dispositions de l'article 43 du Règlement. Certains députés néo-démocrates ont laissé entendre que le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau ne serait pas modifié si leur parti était au pouvoir. Voici ce que le premier ministre de la Saskatchewan, M. Blakeney, a déclaré, d'après le numéro de janvier 1982 de *Business Life*:

... il est très important de faire la distinction entre le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau actuel et le principe du tarif statutaire. D'après certaines personnes, le gouvernement du Canada n'a pas besoin de fixer un tarif pour le transport des grains... A notre avis, il faut absolument maintenir un tarif statutaire.